



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Stade du Grand Marais – Rénovation d'un terrain de football US en gazon synthétique et équipement associé – Niveau international

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 27 juin 2025 à 17h30

Communauté d'Agglomération d'Amiens Métropole
Direction des sports
Place de l'hôtel de ville
BP 2720
80027 AMIENS CEDEX 1

Profil d'acheteur : <http://amiens.fr/marchespublics>
Adresse de messagerie : marchespublics@amiens-metropole.com



VISITE SUR SITE OBLIGATOIRE



(voir article 6.3 du présent RC)

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Stade du Grand Marais – Rénovation d'un terrain de football US en gazon synthétique et équipement associé – Niveau international
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Visite obligatoire

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Développement durable.....	5
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre	5
3.2 - Contrôle technique.....	5
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4 - Conditions relatives au contrat	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
5 - Contenu du dossier de consultation	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	7
6.1 - Documents à produire.....	7
6.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes	9
6.3 - Visites sur site.....	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
7.1 - Transmission électronique.....	10
7.2 - Transmission sous support papier.....	11
8 - Examen des candidatures et des offres	11
8.1 - Sélection des candidatures.....	12
8.2 - Attribution des marchés.....	12
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	13
9 - Renseignements complémentaires.....	14
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	14
9.2 - Procédures de recours	14
9.3 - Attestation du candidat (à compléter et à remettre dans votre offre)	16

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne : **Stade du Grand Marais – Rénovation d'un terrain de football US en gazon synthétique et équipement associé – Niveau international**

Le projet concerne les travaux de rénovation du terrain de football américain en gazon synthétique, au stade du Grand Marais à AMIENS (80) : Terrain de football américain : 109,68 x 48,76 m (aire de jeu), niveau International F.F.F.A. avec tracé de flag football adapté.

Lieu(x) d'exécution :
Stade du Grand Marais
37 rue du Grand Marais
80000 AMIENS

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont divisées en 4 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Terrain de football US en gazon synthétique
TO1	Création d'un accès en enrobé depuis les vestiaires jusqu'au terrain de football
TO2	Création d'une allée périphérique en enrobé
TO3	Changement de la main-courante existante y compris portail et portillons

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45236119-7	Travaux de réparation de terrains de sports

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante libre n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

PMC Etudes
114 rue de Longvilliers
62 630 CORMONT

La maîtrise d'œuvre est représentée par : Monsieur Jacques BAILLET.

Les missions assurées par la maîtrise d'œuvre sont les suivantes : AVP – PRO – ACT – VISA – DET – AOR.

3.2 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par :

PREVENTEC
407 rue Salvador Allende
59 120 LOOS LES LILLE

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée globale prévisionnelle du marché est de 4 mois.

Le délai d'exécution des prestations est laissé à l'initiative du candidat pour la tranche ferme qui devra le préciser à l'acte d'engagement, sans toutefois dépasser les délais plafonds correspondants indiqués à l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution maximum des prestations pour les tranches optionnelles sont imposés à l'acte d'engagement.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dont l'annexe 2 sur l'insertion par l'activité économique,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1 relative au nombre d'heures d'insertion sociale
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Les plans
- Le calendrier prévisionnel

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est disponible gratuitement et uniquement à l'adresse URL suivante : <http://marchespublics.amiens-metropole.com>

Il est vivement conseillé au candidat de s'enregistrer nominativement sur le profil acheteur en indiquant une adresse électronique correcte lors du téléchargement du DCE afin qu'il puisse être informé des réponses apportées aux éventuelles demandes de renseignements concernant la consultation ainsi que d'éventuelles modifications apportées au DCE.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

A) **Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :**

- *Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :*

Libellés
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations en chaîne (extrait Kbis, procès-verbal de conseil d'administration...)
La copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger ;
Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (cf attestation du candidat à l'article 9.3 du présent RC à compléter, à dater et à signer) ;

- *Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :*

Libellés
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire.

- *Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :*

Libellés
QUALISPORT 102 *

***En cas de groupement, le mandataire sera le détenteur de la qualification ou des certificats de capacité.**

Le certificat précité pourra faire l'objet d'équivalences.

Pour cela, le candidat pourra :

- Présenter une liste de références pour des équipements de même nature et d'importance similaire sur les 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire, avec au moins 5 certificats de capacités signés par des Maîtres d'Ouvrage.

- Faire état des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

B) Pièces de l'offre :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : à compléter, à dater et à signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
L'annexe 2 à l'acte d'engagement sur l'insertion par l'activité économique , à compléter en totalité, à dater et à signer.
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) , à compléter, à dater et à signer
Un mémoire technique et environnemental
Les échantillons (<i>voir conditions de remise à l'article 6.2 ci-dessous</i>)

S'agissant du mémoire technique et environnemental, il devra comporter les informations et précisions suivantes :

- **MT1** : Matériaux du complexe sportif (gazon synthétique, couche de souplesse, sable de remplissage et granulats de remplissage) et matériels (équipements sportifs) proposés :
Le candidat devra fournir toutes les fiches techniques des matériaux et matériels (gazon, couche de souplesse, sable et granulats de remplissage, équipements sportifs, brosse...), ainsi que les tests et homologations.

La fiche technique de revêtement reprendra l'éventuelle marque commerciale et le nom du détenteur de la marque et/ou du brevet) et décrira les performances sportives, la pérennité de ses qualités et son éventuel impact environnemental.

Un procès-verbal d'un laboratoire indépendant de conformité à la norme NF P90-112 de 2016 et EN 15-330 de 2013 pour le système de gazon synthétique avec la couche de souplesse et le remplissage liège sera à fournir.

L'absence de procès-verbal d'un laboratoire agréé indépendant ou la fourniture d'un procès-verbal d'un laboratoire agréé indépendant ne correspondant pas aux critères du complexe synthétique (couche de souplesse + gazon synthétique + remplissage) énoncés dans le CCTP entraînera la non-conformité de l'offre. Celle-ci ne sera pas analysée donc non notée et non classée.

- **MT2** : Proposition d'engagement du candidat en termes de garanties contractuelles (contenu et étendue des garanties proposées et durées de garantie proposées) pour les éléments suivants : gazon synthétique, couche de souplesse et équipements sportifs.

- **MT3** : Indication des procédés d'exécution envisagés, de la méthodologie suivie et des moyens humains et matériels spécifiques à ce chantier qui seront utilisés.
- **MT4** : Un planning détaillé de l'opération comprenant l'ensemble des travaux, le détail homme/matériel/jour ainsi que les points d'arrêts et de contrôles.
- **MT5** : Description des propositions environnementales du candidat dans le retraitement des déchets du chantier, notamment la valorisation du revêtement synthétique retiré. Le candidat détaillera son mode opératoire phase par phase.

6.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront impérativement les échantillons suivants :

- Gazon synthétique
- Couche de souplesse
- Sable de remplissage
- Granulat de remplissage en liège

L'échantillon de chaque article sera non facturable.

Les échantillons seront remis sous la forme d'un colis, gratuitement, franco de port et ne feront l'objet d'aucune facturation.

Le colis comportant les échantillons sera transmis sous pli scellé avec obligatoirement les mentions suivantes :

- « ECHANTILLONS - NE PAS OUVRIR »,
- le « NOM DU CANDIDAT »,
- l'identification de la procédure concernée

Le colis comportant les échantillons devra parvenir à destination **avant la date et l'heure limites de réception des offres** indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC) et le présent règlement de consultation.

Le colis comportant les échantillons devra être remis contre récépissé ou envoyée par pli recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

AMIENS METROPOLE
Cellule administrative et financière
Direction des Sports
1ère étage
3 place Dewailly
BP 2720
80027 AMIENS CEDEX 1

6.3 - Visites sur site

Une visite sur site est **obligatoire**.

L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les entreprises qui n'auront pas respecté les modalités de visite décrites ci-dessous verront leur candidature écartée pour ce motif.

Les conditions de visite sont les suivantes : Les visites seront organisées uniquement sur rendez-vous. Les prises de rendez-vous se feront auprès de Monsieur Thierry DOBELLE au 03.22.97.12.88 ou auprès de Monsieur Reynald SPICER au 03.22.22.25.53 au moins 24 heures à l'avance.

Déroulement des visites : Les visites se dérouleront accompagnées d'un représentant de la collectivité. A l'issue de cette visite, une attestation signée par le représentant de la collectivité et de l'entreprise sera établie en deux exemplaires. Un exemplaire sera remis à l'entreprise, qui pourra le joindre à son offre, le second sera conservé par le représentant de la collectivité.

Questions suites à la visite : Pour tout renseignement complémentaire suite à la visite qu'il aura effectuée, le candidat devra faire parvenir **au plus tard le 18/06/2025 à 17h30**, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://amiens.fr/marchespublics> dans les conditions de l'article 9.1 du présent règlement de la consultation.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC).

Les plis électroniques qui seraient remis après la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.) ainsi que remis sous un autre mode de transmission que celui imposé, ne seront pas retenus.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>.

Le mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis à l'entité adjudicatrice.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. **Chaque pli remis par le candidat en réponse à la présente consultation sera considéré comme une offre et devra par conséquent comprendre l'ensemble des pièces exigées.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul sera pris en compte le dernier pli reçu sur la plateforme, dans le délai de remise des offres, quel qu'en soit le contenu. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation sous peine d'être déclaré irrégulier.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération d'Amiens Métropole
Service marchés publics
3e étage aile ouest

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Le nommage des fichiers ne devra comprendre aucun accent. Il en va de même pour les signes de ponctuation. Les espaces sont à remplacer par des Under scores (tiret du 8 : _)
Les documents sont à fournir séparément et non scannés les uns à la suite des autres (1document = 1scan).
Un Vademecum destiné à vous aider lors de la remise de votre offre sur la plateforme est également joint au présent DCE.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Si le candidat souhaite signer électroniquement, il peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur se réserve la possibilité d'analyser les offres avant de procéder à l'examen de la recevabilité des candidatures, conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60%
2-Valeur technique	35%
3-Valeur environnementale	5%

1/Méthode de notation du critère « prix des prestations » (sur 60 points) :

Le prix tel qu'il résulte de la DPGF sera apprécié selon la méthode suivante :

$$N = 60 \times (P_{\text{mini}} / P)$$

Avec P_{mini} : offre ayant le montant le plus faible et P : montant de l'offre étudiée

2/Méthode de notation du critère « Valeur technique » (sur 35 points) :

- **2.1. Qualité et adéquation du gazon synthétique proposé au regard des performances sportives attendues – MT1 (40 points) :**

Ce sous-critère sera jugé à partir du mémoire technique et plus particulièrement au regard de la fiche technique du gazon synthétique et du procès-verbal du laboratoire selon le barème suivant :

- Nombre de touffes au m² : 5 points
- Nombre de filaments par touffe : 5 points
- Épaisseur des fibres en microns :
 - droit : 5 points
 - texturé ou fibrillé : 5 points
- Poids des fibres en décitex :
 - droit : 5 points
 - texturé ou fibrillé : 5 points
- Qualité et adéquation de la couche de souplesse : 5 points
- Qualité et adéquation des matériaux de remplissage (sable et granulat) : 5 points

La méthode de notation des éléments du sous-critère 2.1 est la suivante :

Appréciation	Note sur 5 points
Valeur inférieure à la valeur cible de plus de 10 %	0 - l'offre sera déclarée irrégulière
Valeur inférieure à la valeur cible de 10 % au maximum	1 point
Valeur cible +/- 10 %	3 points
Valeur supérieure à la valeur cible de plus de 10 % au minimum	5 points

- **2.2. Pertinence de la méthodologie envisagée par l'entreprise pour réaliser l'ensemble des prestations – MT2/ MT3 (50 points) :**

Ce sous-critère sera jugé à partir du mémoire technique selon le barème suivant :

- Pertinence des moyens humains, organigramme, répartition travaux : 10 points
- Préparation et installation de chantier : 5 points
- Dépose du gazon, terrassements : 5 points
- Assainissement - drainage : 5 points
- Sols sportifs : 10 points
- Équipements sportifs : 5 points
- Contenu et étendue des garanties proposées et durées de garantie proposées (pour le gazon synthétique, la couche de souplesse et les équipements sportifs) : 10 points

- **2.3. Optimisation du planning de l'opération proposée (uniquement pour la tranche ferme)- MT4 (10 points)**

- optimisation du planning proposé par rapport au planning remis dans le dossier de consultation des entreprises, uniquement pour la tranche ferme : 10 points

Apprécié sur la base du délai renseigné à l'article 5 de l'AE, selon la méthode suivante :

$$N = 10 \times (D_{\text{mini}} / D)$$

Avec Dmini : offre ayant le délai le plus bas et D : délai de l'offre étudiée.

Dans le cas où aucun délai ne serait proposé, le délai applicable sera le délai maximum indiqué à l'acte d'engagement.

3/Méthode de notation du critère « Valeur environnementale » - MT5 (sur 5 points) :

- Pertinence des mesures de performance que le candidat se propose de mettre en œuvre en matière de retraitement des déchets du chantier, notamment la valorisation du revêtement synthétique retiré : (5 points)

Le barème de notation du sous-critère 2.2 et du critère 3 est le suivant :

Appréciation	Note sur 10 points	Note sur 5 points
Absence d'information	0	0
Très insuffisant(e)	2	1
Insuffisant(e)	4	2
Moyen(ne)	6	3
Satisfaisant(e)	8	4
Très satisfaisant(e)	10	5

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mener une phase de négociation avec l'ensemble des candidats.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation, pourra se faire par écrit ou en présentiel (au choix du pouvoir adjudicateur).

Elle pourra porter sur chacun des aspects de l'offre, sans que les modalités essentielles de l'offre ou du cahier des charges ne soient modifiées.

Au terme de la négociation, les candidats concernés seront invités à remettre leur offre finale.

Si la négociation a lieu en présentiel, des convocations, accompagnées des éventuelles questions, seront envoyées au moins 5 jours calendaires avant la date de la négociation. La convocation précisera notamment l'heure, le lieu, la durée ainsi que les modalités de déroulement de la négociation. Suite à celle-ci, les candidats seront enfin invités à remettre leur offre finale par courrier accompagné du procès-verbal de la négociation.

Le pouvoir adjudicateur procédera alors à une nouvelle analyse des offres et à un nouveau classement.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>

Cette demande doit intervenir **au plus tard le 18/06/2025 à 17h30**.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification **au plus tard le 20/06/2025**.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens
14 rue Lemerchier
80011 AMIENS CS 81114 CEDEX 1
Tél : 03 22 33 61 70
Télécopie : 03 22 33 61 71

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif d'Amiens peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif d'Amiens
Rue Lemerchier
BP 14 CS 81114
80011 AMIENS CEDEX 01
Tél : 03 22 33 61 70
Télécopie : 03 22 33 61 71

9.3 - Attestation du candidat (à compléter et à remettre dans votre offre)

IDENTIFICATION DU CANDIDAT

Je soussigné

(nom et qualité de la personne habilitée à engager la société)

agissant pour le compte de la société :

Adresse :

N° de SIRET :

DECLARE SUR L'HONNEUR :

n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (*)

Fait à

Le

Signature et cachet de la société

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

Documents à joindre de manière impérative :

- les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations en chaîne (extrait Kbis, procès-verbal de conseil d'administration...) ;
- le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger.